

Cote du document:	EB 2019/127/INF.8
Date:	13 septembre 2019
Distribution:	Publique
Original:	Français

F



Investir dans les populations rurales

## Discours d'ouverture du Président Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-septième session  
Rome, 10-12 septembre 2019

---

Pour: Information

## Discours d'ouverture du Président Gilbert F. Houngbo

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à cette cent vingt-septième session du Conseil d'administration du FIDA. J'espère que vous avez tous passé un excellent été et que vous nous revenez bien rechargé d'énergie.

Je voudrais aussi accueillir chaleureusement les nouveaux membres au Conseil d'administration, notamment:

pour le Canada: Madame Gloria Wiseman, et

pour la Norvège: l'Ambassadeur Aslak Brun, qui certainement nous rejoindra.

Je souhaite aussi la bienvenue aux délégués et observateurs qui assistent pour la première fois au Conseil d'administration, ainsi qu'à tous nos collègues dans la salle d'écoute.

Evidemment, je ne saurais passer sous silence nos collègues de la FAO, du PAM et de l'Union européenne.

Nous avons un programme chargé devant nous. Nos journées de réflexion, au mois de mai dernier, ont permis de faire le point sur notre situation actuelle, et d'évoquer les défis mais également les opportunités.

Avec les commentaires et recommandations que nous avons reçus de vous tous et de vous toutes, nos équipes sont à pied d'œuvre pour affiner les propositions relatives à la vision FIDA 2.0. Nous vous proposerons d'ailleurs de nous retrouver à nouveau le 25 octobre prochain pour une journée d'échange, afin de continuer, voire parachever les directives ou la direction que nous voulons prendre pour le futur.

Permettez-moi de rappeler encore le Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le rapport SOFI 2019, qui évoque une insécurité alimentaire en hausse pour la quatrième année consécutive. Conflits, instabilité, conditions climatiques extrêmes, morosité économique y sont décrits comme les causes principales de cette insécurité.

Compte tenu de l'ampleur des enjeux, l'architecture internationale de la sécurité alimentaire doit évoluer. De toute évidence, il est impératif de transformer les systèmes alimentaires mondiaux, nationaux et aussi locaux, afin qu'ils soient plus efficaces, plus durables et plus inclusifs. Pour ce faire, nous sommes heureux que le Secrétaire général António Guterres ait accepté d'avaliser la proposition des agences romaines, les RBA, de tenir un sommet international sur les systèmes alimentaires en 2021 à New York.

En fait, le cœur du problème, il est simple, peut-être extrêmement simple.

Le FIDA, malgré nos difficultés, contribue de manière décisive à la réalisation de plusieurs cibles des objectifs de développement durable. Je crois que nous pouvons dire la même chose du PAM, de la FAO et d'autres agences des Nations Unies; de la Banque mondiale et du système des institutions financières, c'est aussi le cas de vos programmes bilatéraux de développement. C'est aussi le cas du monde académique, des instituts de recherche agricole et autres; sans oublier les organisations non gouvernementales, les fondations philanthropiques et le secteur privé. Malgré tous ces efforts, les faits sont là: la situation s'aggrave.

La question se pose de savoir si nous allons choisir de rester spectateurs devant cette résurgence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition? Pouvons-nous courir le risque d'assister, passifs, à la dégradation d'une situation qui pourrait se transformer en crise humanitaire si rien n'est fait?

Evidemment notre réponse se doit d'être un non, un non catégorique. Nous devons faire mieux, avec ce que nous avons, nous devons faire plus, et c'est là le véritable enjeu du FIDA 2.0.

En tout cas, notre détermination demeure inébranlable. Mais nous sommes aussi bien conscients des obstacles à surmonter, notamment une pression sans précédent sur l'aide publique au développement, et la nécessité d'améliorer en permanence la qualité et l'impact de notre action sur le terrain.

Les besoins sont clairs, qu'ils viennent des régions les plus reculées d'Afrique – qui compte 31 des 50 pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire selon le dernier rapport – ou que ce soit d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et Caraïbes, les communautés autochtones, et j'en passe... Mais si ces besoins sont clairs, notre responsabilité, elle aussi, est claire.

Dans de telles circonstances, comme vous pouvez l'imaginer, notre stratégie budgétaire 2020 est une stratégie que je qualifie de singulière. En résumé, nous proposons une croissance réelle nulle pour nos opérations en cours, tout en vous demandant qu'à l'issue de l'examen des ressources humaines présentement en cours par le cabinet McKinsey, une allocation unique spéciale soit convenue avec vous pour la mise en œuvre des recommandations et suggestions y afférentes.

Il est en effet primordial d'optimiser les capacités du personnel, aussi bien en nombre qu'en qualité. Il s'agit de relever les défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux de demain dans des domaines aussi essentiels que la participation du secteur privé, les finances et la gestion des risques.

En ce qui concerne la qualité et la performance du FIDA, nous sommes certes satisfaits des résultats de l'évaluation du Réseau d'évaluation de la performance des organisations internationales, le MOPAN, mais nous savons que nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers.

La mise en œuvre effective des engagements pris dans le cadre du FIDA11 et le renforcement de la gestion des risques financiers, opérationnels et réputationnels de l'institution demeurent indispensables.

Comme vous l'avez sans doute constaté lors de la visite au Cameroun au mois de juillet dernier, l'accès à la technologie, à l'innovation, aux marchés, aux infrastructures rurales de base et aux services financiers est au centre des solutions pour transformer les zones rurales en lieux de prospérité. Je suivrai avec attention le rapport que vous ferez de cette visite sur le terrain. Je suis sûr qu'elle vous a donné des raisons d'espérer, comme c'est mon cas à chaque fois lors de mes visites sur le terrain.

Et dans ce cadre, permettez-moi de vous donner un exemple très simple de ce que l'investissement dans la transformation rurale peut accomplir, même dans un contexte aussi complexe que celui du Sahel, le Sahel dont il sera question vendredi lors de la réunion informelle des trois conseils d'administration des RBA.

Lors de ma récente visite au Mali au mois de juillet, j'ai rencontré un jeune agriprenneur, Nouhoum Sidibé. Comme beaucoup d'autres Maliens, pour ne pas dire comme beaucoup d'autres Africains, Nouhoum avait économisé pour émigrer en Europe.

C'est alors qu'il entendit parler à la radio d'un certain projet appelé FIER, et c'est un projet du FIDA. La finalité de ce projet est d'autonomiser les jeunes, notamment les femmes mais aussi les hommes vivant dans les zones rurales par l'accès à l'emploi et aux débouchés dans le secteur agricole.

Grâce à un prêt du Projet FIER, Nouhoum a pu augmenter sa production de manière significative. Il avait commencé deux à trois ans plus tôt avec dix poulets, aujourd'hui il produit 3 500 poussins, cinq ou six fois par an grâce au Projet FIER. Et de plus, il a au moins quatre employés permanents et il estime son revenu net mensuel autour de 700 euros. Et à lire son visage, ce qui m'a le plus frappé, c'est qu'il était fier de me dire que 700 euros, ce n'est pas un grand montant pour vous, mais pour nous c'est significatif. Surtout qu'avec ces 700 euros, il estime qu'il gagne plus que ses amis qui sont partis en Europe. Cette réussite de Nouhoum traduit notre aspiration fondamentale, notamment à travers le secteur privé.

À cet égard, je reste serein et optimiste pour l'approbation de la stratégie du secteur privé. Cette stratégie sera essentielle pour mettre au point des instruments et outils adaptés aux micro, petites et moyennes entreprises afin d'amplifier l'impact de nos interventions pour et avec le secteur privé. Je voudrais être clair: après l'approbation du document sur la Stratégie sur le secteur privé, notre première responsabilité sera de préparer les premiers instruments financiers que nous allons utiliser dans le cadre de ce secteur financier. Ces instruments financiers seront soumis au Conseil d'administration, pour son approbation. Il est donc urgent, Mesdames et Messieurs, que nous puissions, à ce Conseil, approuver cette Stratégie sur le secteur privé.

Je voudrais aussi vous remercier pour tous vos efforts, je voudrais insister là-dessus, vos efforts aux côtés de nous, de la direction, pour trouver une solution pérenne dans le Cadre pour la soutenabilité de la dette, le DSF. Je suis convaincu que nous sommes sur le point de parvenir à un consensus sur la meilleure voie à suivre pour préserver la viabilité à long terme du Fonds, tout en continuant notre contribution à un meilleur développement du monde rural.

Comme je le disais d'entrée de jeu, un programme chargé nous attend. Je suis convaincu qu'avec votre appui déterminant et vos conseils constructifs, nous pourrons progresser vers un FIDA toujours plus grand et proactif et surtout, plus avisé.

Je vous remercie. Maintenant, permettez-moi de passer la parole à la Secrétaire, Atsuko.